

Coordonnateurs du numéro :
Albert JIOTSA & Saliou ABBA

Gouvernance et préservation de la cohésion sociale dans les aires culturelles du Cameroun

Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales (RISHS)
International Review of Human and Social Sciences (IRHSS)

Volume 9, Numéro 9
Juillet 2022

ISSN (Version imprimée) : 1966-5199
ISSN (Version électronique) : 2664-732X

Directeur de publication :
MFORTEH Stephen AMBE
Chef du Centre National d'Éducation

Rédaction :
Coordonnateur : EHODE ELAH Raoul
Centre National d'Éducation
Coordonnateur adjoint : SOURNA LOUMTOUANG Erick
Centre National d'Éducation

Comité scientifique :
MFORTEH Stephen AMBE, Professeur, Université de Yaoundé 1
Gilbert Lamblin TAGUEM FAH, Professeur, Université de Ngaoundéré
Samuel EFOUA MBOZO'O, Professeur, Université de Yaoundé 1
André TASSOU, Professeur, Université de Yaoundé 1
Nathan ONANA NOAH, Maître de conférences, Université de Maroua
Alexis TAGUE KAKEU, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Faustin KENNE, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Zacharie SAHA, Maître de conférences, Université de Dschang
Carole Valérie NOUAZI KEMKENG, Maître de recherche, CNE
Serge Frédéric MBOUMEGNE NDZESSEU, Maître de recherche, CNE
Raphaël BATENGUENE ASSIL, Maître de conférences, Université de Douala
Albert JIOTSA, Maître de recherche, CNE
Martial JEUGUE DOUNGUE, Maître de recherche, CNE
Williams POKAM KAMDEM, Maître de conférences, Université de Dschang.

Comité de lecture :
Rodrigue KEPGANG (Université de Maroua)
José Donadoni **MANGA KALNIGA** (CNE-MINRESI)
Gaston BESSALA (CNE-MINRESI)
Raoul ELAH EHODE (CNE-MINRESI)

ABOUBAKAR ADAMOU (CNE-MINRESI)
Florence KWANYE KWADA (CNE-MINRESI)
Reine FOSSO SIMUN (CNE-MINRESI)
Terence KIWOH (Université de Buéa)
Protais NKENGUE ABEGA (CNE-MINRESI)
Christelle Madeleine NJIKI BIKOÏ (CNE-MINRESI)
Honoré FOUHBA (CNE-MINRESI)
Saliou ABBA (CNE-MINRESI)
Hervé MVONDO (CNE-MINRESI)
Marie Désirée NOGO (CNE-MINRESI)
Daniel Georges NANA KOMEY (CNE-MINRESI)
Ivo TAWE TASSAH (CNE-MINRESI)
TEGUIA BOGNI (CNE-MINRESI)
Timothy Musima OKIA (CNE-MINRESI)
Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)
Fernand ATEBA OSSENDE (CNE-MINRESI)
Moïse MBEY MAKANG (CNE-MINRESI)
Victorine NZINO MOUNONGO (CNE-MINRESI)
Alain Hugues OBAME (CNE-MINRESI).

Montage et mise en ligne :

Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)

Sommaire

Éditorial.....	ix
Introduction générale	1
Albert JIOTSA & Saliou ABBA	
Première partie : Gouvernance locale et stabilité des institutions socio-traditionnelles	9
Le développement local : stratégie d'urgence de développement ou arrimage au système de modernisation de l'Etat au Cameroun?.....	11
ONANA NOAH Nathan	
Comités de développement, développement local et stabilité des institutions socio-culturelles dans le Diamaré	25
YADJI MANA	
Gouvernance partagée, multiculturalisme et consociation : institutionnalisation des structures politiques de la cohésion sociale au Cameroun	51
Nicolas Serge NDOCK	
Traditional Democratic “states” (Babungo and Ide): Lessons for governance, political stability and peace in Cameroon	87
Godwill Kungso Ndzofoa Eno	
Engagement politique des autorités traditionnelles : enjeux et défis pour la cohésion sociale au Cameroun	111
ABOUBAKAR Adamou	
La gouvernance locale et la pérennisation de la cohésion sociale au Cameroun à l'aune de la mondialisation	139
METSENA NDJAVOUA	
Seconde partie : Dynamique socioculturelle et construction de l'identité nationale en contexte multiculturel.....	165
L'interculturalité, gage de la cohésion sociale en milieu socio-éducatif : le cas de la <i>Menoua</i> (Ouest-Cameroun).....	167
Irène GUEWOU & Albert JIOTSA	

L'interaction culturelle et la construction de l'identité camerounaise : l'apport des arts du spectacle vivant.....	183
MOUNGANDE Ibrahim Aliloulay	
Terminologies stigmatisantes des aires dites culturelles : crime contre la cohésion sociale et le vivre-ensemble?.....	201
KAMPOER KAMPOER	
Identity Crisis in the Bamenda Grassland of Cameroon: Oku in the <i>Nsan</i> Native Authority and Bui Division 1922-1992	221
NDIFON Humfrey NSAKEMEI & Nfi Joseph Lon	
Les dynamiques au cœur des mécanismes de gouvernance des chefferies bamiléké de l'Ouest-Cameroun : le sceau des influences extérieures (XVI ^e - XXI ^e siècles)	251
Gérard NGANDJOU KOMOLO	
Conclusion générale.....	273
Albert JIOTSA & SALIOU ABBA	

Les opinions exprimées dans les articles de ce numéro n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient refléter la position du Centre National d'Éducation (CNE).

The opinions expressed in this journal are those of the authors and do not necessarily represent those of the National Centre for Education.

Éditorial

Confronté à un environnement conflictuel qui semble s'auto-reproduire, le Cameroun a le défi de réaliser et/ou préserver la cohésion sociale via un processus fécond de manifestation et d'incarnation de valeurs socio-identitaires constructives. Au regard du paysage socio-culturel camerounais, il existe un foisonnement étonnant de pratiques et de vécus liés à l'expression des identités humaines. L'on en vient parfois à se demander si cette pluralité insaisissable de mœurs, de par leur nature et leur ampleur ne contribuerait pas à transformer fondamentalement les relations interhumaines. À partir du lien qui existe entre la gouvernance locale et la stabilité des institutions socio-traditionnelles, il importe de retracer la dynamique qui se trouve à la base de la construction d'une identité nationale en contexte multiculturel. Dans chacune des quatre aires culturelles que compte le Cameroun (les Soudano-sahéliens, les Sawa, les Fang-Beti-Bulu et les Grassfields), de nombreux mécanismes institutionnels assurant à la fois la redistribution équitable et la gestion transparente du bien communautaire ont toujours été à l'avant-garde de la stabilité et de la cohésion sociale entre les peuples. Ce numéro spécial de la Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, marque un point d'orgue sur l'analyse de ces mécanismes institutionnels en évoquant les différentes mutations qu'ils ont connus à travers le temps. Bien plus, il contribue à éclairer la lanterne de l'opinion sur les risques liés à une mauvaise appropriation des attributs identitaires communs dans un contexte de préservation de la cohésion sociale.

MFORTEH Stephen AMBE

Professeur titulaire des Universités
Chef du Centre National d'Éducation
MINRESI - Cameroun

Introduction générale

Albert JIOTSA, Ph.D. (Maître de Recherche)
Saliou ABBA, Ph.D. (Chargé de Recherche)
Centre National d'Éducation / MINRESI

Fort de sa diversité culturelle, le Cameroun est « une exception plurielle » (Kengne Fodouop, 2010) représentée autour de quatre principales aires culturelles : les Soudano-sahéliens, les Sawa, les Fang-Beti-Bulu et les Grassfields (Mveng, 1963). Chacun de ces espaces culturels est marqué par des traits de civilisation qui lui sont singulièrement propres. La gouvernance au sein de chacune de ces aires culturelles a toujours été réelle et expressive d'une volonté de construction identitaire des peuples concernés. En tant qu'un système, cette gouvernance s'est toujours exprimée comme « l'interaction participative entre les acteurs concernés à tous les niveaux » (Bakkour 2013). Cela implique, du point de vue holistique, un paravent sémantique applicable dans les domaines relatifs à la gestion des intérêts des particuliers ou d'une communauté.

La perspective aristotélicienne consacre l'Homme comme un animal politique qui a des capacités et des facultés ontologiques à conduire les affaires de la cité. Cette gestion des Hommes et des biens impose une certaine maîtrise de l'art de la gouvernance, un concept polysémique englobant les réalités descriptives civilisationnelles. Pour John Pitseys la gouvernance est « *une idée descriptive de la réalité, mais aussi un idéal normatif associé à la transparence, à l'éthique, à l'efficacité de l'action publique.* » (Pitsey, 2010, 207). Les notions abordées par cet auteur sont une énumération des fondamentaux qui devraient guider la gestion des Hommes et de leurs biens, des prérogatives qui relèvent des pouvoirs publics, ou d'une plateforme élaborée par une communauté donnée. Darine Bakkour souligne d'ailleurs cette structuration de la gouvernance en évoquant l'existence d'un « système » c'est-à-dire, des mécanismes et les institutions qui influent sur l'exercice des pouvoirs, ce qui l'amène à appréhender la gouvernance comme « [...] *L'interaction participative entre les acteurs concernés à tous les niveaux.* » (Bakkour, 2013, 1).

Les multiples définitions non exhaustives du concept de gouvernance démontrent tous les enjeux liés à la maîtrise des outils susceptibles d'assurer la défense de l'intérêt général. Cette quête pour le modèle idéal relatif à la régulation de l'intérêt collectif qui survient dans un contexte particulier, ouvre ainsi le débat sur les modèles de gouvernance correspondant aux réalités camerounaises ; les récents rapports de la Banque Mondiale démontrent qu'en Afrique, la notion de gouvernance est empreinte de subjectivité, retardant ainsi son développement par rapport aux autres continents (Rapport de la Banque Mondiale, 2017, 36).

Pour bon nombre d'auteurs, la faillite du modèle de gouvernance actuelle serait la conséquence d'une constante qui tire ses racines du « néopatrimonialisme » qui « *se distingue par l'absence de distinction entre le domaine public et le domaine privé* », mis en place pendant la période post coloniale (Mamoudou Gazibo & Jane Jenson, 2004, 5). La banalisation de cette pratique résulterait également de l'échec de la transplantation du modèle de gouvernance hérité de la colonisation, un paradigme qui ne tient pas compte des réalités socioculturelles locales construites par les organisations politiques précoloniales (idem)). Pendant cette période en effet, des mécanismes institutionnels assurant la redistribution équitable et la gestion transparente du bien communautaire ont été développés, contribuant à assurer la stabilité et la puissance des organisations politiques traditionnelles africaines (John Iliffe, 2011, 207).

Si la notion de gouvernance peut parfois être empreinte de subjectivité au niveau supranational (Rapport de la Banque Mondiale, 2017, 36), il reste tangible qu'elle est l'instrument parfait de régulation et de remodelage de chaque entité sociocommunautaire qui compose la nation. Toutefois, la faillite du modèle de gouvernance actuelle, basée notamment sur le « néopatrimonialisme », peut être constatée à tous les niveaux de l'ensemble du corps social (Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, 2004, 5). Un tel paradigme résulterait également de l'échec de la pérennisation des réalités socioculturelles locales.

La cohésion sociale s'entend comme la situation d'un peuple qui vit en parfaite harmonie avec sa conscience socio-identitaire. Elle peut être également perçue comme l'aboutissement des efforts de pacification et de réconciliation nationale dans un pays en proie à des tensions et/ou crises sociales comme c'est actuellement le cas au Cameroun. À ce titre, elle se veut également être la manifestation

la plus schématisée du « vivre-ensemble », en ce sens qu'elle implique une imbrication identitaire entre les différentes couches de population en vue de leur pleine participation à l'édification de la société tout-entière. La cohésion sociale est d'abord et avant tout un « construit » ou encore un idéal auquel aspire toute communauté humaine organisée. Sa réalisation passe inexorablement par un processus fécond de manifestation et d'incarnation de valeurs socio-identitaires constructives. Dans ce sens, les groupes humains sont appelés à cohabiter ensemble selon le modèle de « donnant-donnant ».

Le paysage socioculturel camerounais laisse entrevoir une cohésion sociale rampante à plusieurs vitesses, laquelle est à la fois définitoire et expressive de chacune des aires culturelles. L'on pourrait arguer qu'à chaque aire culturelle correspond une cohésion sociale précise, basée sur un modèle de gouvernance prédéfini. Etant donné qu'il existe partout et en tout temps une imbrication de tous les types de cohésion sociale classique : liens marchands ; liens politiques ; liens communautaires ou sociétares (Durkheim, 1893), il y a lieu de se demander comment peut-on assurer une telle imbrication au niveau national, selon un modèle de gouvernance univoque. L'objectif poursuivi par cet ouvrage est de sensibiliser l'opinion sur les risques liés à une mauvaise appropriation des attributs identitaires communs dans un contexte de préservation de la cohésion sociale. À cet objectif central se greffent les objectifs spécifiques suivants : analyser les forces et faiblesses de la gouvernance locale des aires culturelles existantes ; montrer le lien qui existe entre la dynamique socioculturelle et la construction de l'identité nationale en contexte multiculturel.

Eu égard à l'absence de mutualisation ou d'uniformisation des aires culturelles existantes, comment peut-on préserver la cohésion sociale au niveau national ? Cette question de recherche fait appel à quelques interrogations subsidiaires : Quelles peuvent être les stratégies de décloisonnement des espaces culturels séculaires au Cameroun ? Quels peuvent être les voies et moyens pouvant permettre de garantir l'interculturalité et par ricochet la cohésion sociale dans un pays multiculturel ? Au regard du paysage socioculturel camerounais, il existe un foisonnement de pratiques et de vécus liés à l'expression des identités humaines. L'on en vient parfois à se demander si cette pluralité insaisissable de mœurs, de par leur nature et leur ampleur ne contribuerait pas à transformer

fondamentalement les relations inter humaines. Au regard des pratiques mettant en avant la liberté humaine, l'affirmation de soi ou l'expression de sa marque d'identité, ne devrait-on pas entrevoir l'avènement de bouleversements socio-culturels de l'identité populaire ? Pour examiner cette question, ce numéro spécial de la RISHS est bâti autour de douze chapitres dont six traitent de la « gouvernance locale et stabilité des institutions socio-traditionnelles » et les six autres de la « dynamique socioculturelle et construction de l'identité nationale en contexte multiculturel ».

Gouvernance locale et stabilité des institutions socio-traditionnelles

Selon la définition du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la gouvernance locale désigne les institutions, systèmes et processus infranationaux qui apportent des services aux citoyens et par lesquels ces derniers « exposent leurs intérêts et leurs besoins, arbitrent leurs différends, exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations » (PNUD, 2006, 3). L'opérationnalité du concept de « gouvernance locale » au Cameroun résulte de la volonté des pouvoirs publics en place de préserver les acquis et de promouvoir le développement local. La réalité socio-culturelle du pays le prédispose naturellement à une mise en branle de la gouvernance locale. En effet, les institutions socio-traditionnelles existantes sont anciennes et disposent des mécanismes d'autogestion qui ont su s'adapter et résister à l'évolution du temps.

Dans les sociétés actuelles, le rôle de la gouvernance locale dans la préservation de la cohésion sociale n'est plus à démontrer. C'est ainsi qu'elle « est considérée comme une alternative véritable aux problèmes de développement que rencontrent les États africains de façon globale et plus particulièrement le Cameroun » (Metsena Djavoua). C'est dans la perspective de promouvoir cette gouvernance locale que le chef de l'Etat camerounais a promulgué la loi N°2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Dans la même veine, la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) dans son chapitre 6 accorde une place de choix à la notion de développement local, lequel renvoie par ricochet à celle de la gouvernance locale :

« ...Il sera également question d'encadrer le processus de mise en place d'une administration locale. Le cas échéant, un dispositif transitoire de cogestion des personnels des services déconcentrés des ministères pourra être érigé pour permettre aux CTD de disposer de ressources humaines qualifiées dans leurs domaines de compétence. Par ailleurs, les capacités des exécutifs municipaux et régionaux devront être renforcés pour un meilleur exercice des responsabilisés locales, dans le cadre d'une tutelle administrative allégée. » (SND30, 2020, 92)

La gouvernance locale « vise à autonomiser les communautés, en termes de compétences (savoirs, savoir-être et savoir-faire), de prise de décisions et même d'échanges avec d'autres communautés » (Onana Noah N). Une telle autonomisation contribue assurément à capaciter les populations locales dans le but d'en faire des acteurs ou instigateurs de leur propre développement. Ki-zerbo (1989) souligne fort à propos qu'un développement est considéré comme endogène lorsqu'il est pensé, élaboré, mis en œuvre, et contrôlé par des forces intérieures ou lorsqu'il se réalise grâce au dynamisme propre du peuple concerné (cité par Yadjji Mana). La place des comités de développement dans ce processus est capitale en ce sens que dans la quasi-totalité des localités où ils existent, « ils jouent davantage un rôle de maintien axiologique des éléments socio-culturels de la structure sociale des ethno-cultures, au-delà des aspects visibles relatifs à la promotion et à la recherche du mieux-être des populations au profit desquelles ils sont créés » (Yadjji Mana).

Encore appelée gouvernance communautaire, la gouvernance partagée dont il est question ici induit une cohésion sociale qui est, pour de nombreux auteurs, « la résultante du travail de représentation multiculturelle et multicommunautaire des élites » (Lijphart, 1969 :216, cité par Ndock N.). C'est ainsi que la cohésion sociale dans un pays cosmopolite comme le Cameroun est « une réalité qui repose sur la régulation multiculturelle des rapports autochtones/allogènes et sur le quasi consensus observé dans la représentation politique consociative autour des quatre grands ensembles ethno-communautaires comme horizons politiques indépassables » (Ndock N.). L'engagement politique des

autorités/institutions traditionnelles est perceptible dans une telle mouvance (Kungso Ndzofa Eno et Aboubakar Adamou). La conjugaison d'acteurs et de facteurs qui interviennent dans le processus de gouvernance locale pour la promotion/préservation de la cohésion sociale laisse entrevoir une dynamique socioculturelle certaine.

Dynamique socioculturelle et construction de l'identité nationale en contexte multiculturel

Dans ses travaux de recherche intitulés « Phénomènes sociaux totaux et dynamique sociale », Georges Balandier (1974) appréhende la dynamique sociale comme étant « les choses sociales en perpétuel mouvement ». La dynamique socio-culturelle dont il s'agit ici évoque l'inter opérationnalité entre les éléments vivants ou marquants du microcosme socioculturel camerounais. Cela implique parfois une certaine imbrication de modes d'expression culturelle entre les groupes humains.

La Vision du Cameroun à l'horizon 2035 est la suivante : « Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Elle s'appuie sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques. En particulier, elle systématise les aspirations et visions exprimées par les différents acteurs. Sur le plan culturel, l'implémentation d'une telle vision passe inexorablement aussi par une meilleure cohabitation des cultures, voire une meilleure insertion de l'interculturalité dans les milieux scolaires (Jiotsa et Guewou). « L'échec du multiculturalisme et/ou du « living together » comme outil de construction de l'unité nationale, du fait de son instrumentalisation par les politiques, impose l'approche interculturelle comme voie de recours » (Kampoer et Mougande). Dans cette perspective, l'apport des arts du spectacle dans le dialogue des cultures et dans le chantier de la construction de l'unité nationale du Cameroun est tout aussi capitale (Mougande). Même le sceau des externalités, surtout celles inhérentes au fait colonial, n'aura pas réussi à édulcorer la nature des institutions socio-traditionnelles les plus anciennes (Ndifon et Ngandjou Komolo).

Bibliographie indicative

- BAKKOUR D. (2013), « Un essai de définition du concept de gouvernance », *Studies and Syntheses* 13-05, LAMETA, University of Montpellier.
- BALANDIER G. (1974), *Anthropo-logiques*, Paris, Presses Universitaires de France.
- DURKHEIM E. (1893), *De la division du travail social*, Paris, Félix Alcan.
- ILIFFE J. (2011), *Les Africains : Histoire d'un continent*, Paris, Flammarion, coll. Champs Histoire.
- KENGNE FODOUOP (2010), *Le Cameroun : autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- KI-ZERBO J. (1989), *La natte des Autres. Pour un développement endogène en Afrique*. Dakar : Essai de Broche/Série des Livres du CODESRIA.
- Loi N°2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées.
- MAMOUDOU GAZIBO et JANE JENSON (2005), *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*, PUM.
- MINEPAT-Cameroun (2020), Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Pour la transformation structurelle et le développement inclusif.
- MVENG E. (1963), *Histoire du Cameroun*, Paris, Présence africaine.
- PITSEYS J. (2010), « Le concept de gouvernance », in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques* 65 (2), 207-2028.
- Rapport de la banque mondiale sur le développement dans le monde (2017).